



MALI
RÉPONSE RAPIDE
DÉPLACEMENT
2022

22-RR-MLI-53741

Alain Noudehou

Coordinateur Résident / Humanitaire

PARTIE I – APERÇU DE L'ALLOCATION

RÉSUMÉ DU PROCESSUS ET DE LA CONSULTATION

Merci d'indiquer quand la revue après action (RAA) a été conduite et qui y a participé.

14 Juin 2023

La RRA de cette allocation s'est tenue le 14 juin 2023 au bureau d'OCHA Mali. Les points focaux techniques ainsi que les chefs de chaque agence récipiendaire de cette allocation ont été invités à la réunion. 10 personnes ont participé à la réunion, y compris six représentants d'UNICEF, trois du PAM et ainsi que le point focal du projet au sein de la FAO. Au cours de cette réunion, OCHA a rappelé le contexte de cette allocation ainsi que la procédure de rapportage final. Par la suite, chaque agence récipiendaire a pu dresser le bilan de ses activités en soulignant l'impact stratégique, les contraintes, la coordination, la redevabilité et les leçons apprises. La réunion s'est ensuite poursuivie par une session de questions-réponses.

Merci de confirmer que le rapport final a été discuté avec l'équipe humanitaire et/ou l'équipe de pays des Nations-Unies et avec les coordinateurs sectoriels.

Oui Non

Merci de confirmer que le rapport final été partagé pour examen aux intervenants dans le pays (c-à-d les agences bénéficiaires du CERF, les coordinateurs et membres des secteurs/groupes sectoriels et les institutions gouvernementales compétentes).

Oui Non

PRIORISATION STRATÉGIQUE

Déclaration stratégique du Coordinateur Résident / Humanitaire :

Grâce à cette allocation CERF, la FAO, UNICEF et le PAM, en collaboration étroite avec leurs partenaires locaux, ont apporté une assistance alimentaire et un appui nutritionnel vital à 555 471 personnes vulnérables dans les régions de Ménaka, Ségou, Mopti, Gao et Tombouctou.

Dans le cadre de l'intervention de la FAO, 62 548 personnes ont reçu des transferts monétaires, des kits de production agricole ainsi que des kits pastoraux pour le bétail, leur permettant ainsi de couvrir leurs besoins de base tout en maintenant leurs moyens de subsistance. Le projet d'UNICEF a permis d'assurer le dépistage nutritionnel de 489 103 enfants de moins de cinq ans (264 073 filles et 225 030 garçons) et l'orientation de 43 000 enfants atteints de malnutrition sévère vers des centres de traitement. Par ailleurs, l'intervention du PAM a permis d'apporter une aide alimentaire (sous forme de transferts monétaires) ainsi qu'un appui nutritionnel à 83 961 bénéficiaires (51% femmes et 49% d'hommes), y compris des enfants de 6 à 23 mois et des femmes enceintes et allaitantes afin d'éviter qu'elles n'aient recours à des mécanismes de survie négatifs. Grâce à ces différentes interventions, des indicateurs nutritionnels conformes aux standards *SPHERE* ont pu être maintenus dans les zones ciblées, y compris pendant la période de soudure.

L'appropriation locale et la durabilité ont été au cœur de toutes les interventions. UNICEF a ainsi formé 100 personnels locaux à la gestion de la malnutrition aiguë sévère, y compris en fournissant des équipements, médicaments et autres intrants nutritionnels pour le traitement de 19 204 enfants. Par ailleurs, UNICEF et le PAM ont mis en place des systèmes de surveillance nutritionnelle pour la détection précoce des cas de malnutrition au niveau communautaire. De plus, ils ont sensibilisé des femmes enceintes et allaitantes aux bonnes pratiques nutritionnelles et à l'alimentation du nourrisson, permettant ainsi de pérenniser les acquis des projets.

Valeur ajoutée du financement CERF :

Cette allocation CERF a permis de donner davantage de visibilité à la réponse humanitaire dans le centre et le nord-Mali, d'apporter une assistance alimentaire et nutritionnelle vitale aux populations les plus fragiles (notamment les femmes, les enfants de moins de cinq ans et les personnes en situation de handicap) tout en assurant l'appropriation locale et la pérennité des interventions.

La FAO, UNICEF et le PAM, en collaboration étroite avec leurs partenaires locaux, ont ainsi délivré une assistance alimentaire et un appui nutritionnel à 555 471 personnes (54% de femmes et de filles) dans les régions de Ménaka, Ségou, Mopti, Gao et Tombouctou. Les interventions du PAM et d'UNICEF ont permis d'améliorer le statut nutritionnel de plus de 500 000 enfants de moins de cinq ans, permettant ainsi de maintenir des indicateurs nutritionnels conformes aux standards *SPHERE* dans les zones ciblées. Les deux agences ont également mis en place des systèmes de surveillance nutritionnelle pour la détection précoce des cas de malnutrition au niveau local et sensibilisé des femmes enceintes et allaitantes aux bonnes pratiques nutritionnelles et à l'alimentation du nourrisson. Par ailleurs, les transferts monétaires réalisés par le PAM à plus de 60 000 personnes ont contribué à la couverture des besoins de base tout en prévenant le recours aux mécanismes de survie négatifs dans les zones ciblées. Enfin, les transferts monétaires, les kits agricoles et pastoraux apportés par la FAO ont permis de couvrir les besoins de base et de maintenir les moyens de subsistance de plus de 60 000 personnes. La poursuite des activités agricoles par les bénéficiaires (y compris dans leurs nouveaux sites d'installation) à l'issue du projet témoigne de la bonne appropriation locale et de la durabilité de cette intervention.

Les financements du CERF ont-ils permis de fournir rapidement une assistance aux bénéficiaires ?

Oui

En partie

Non

Malgré la volatilité de la situation sécuritaire et les défis logistiques d'accès à certaines des zones ciblées, l'assistance aux populations affectées a pu être délivrée rapidement, notamment grâce à la présence opérationnelle des agences récipiendaires ou de leurs partenaires locaux dans les zones ciblées. Par ailleurs, UNICEF a indiqué avoir accéléré le démarrage de ses interventions en utilisant des stocks d'intrants déjà disponibles.

Le CERF a-t-il contribué à apporter une réponse dans les temps pour répondre aux besoins pour lesquels l'élément « temps » est critique ?

Oui

En partie

Non

Dans un contexte de sous-financement chronique de la réponse sécurité alimentaire et nutrition, cette allocation CERF a permis de mobiliser des ressources additionnelles dans les temps pour éviter que la PAM ne suspende des programmes d'assistance alimentaire (en nature et en cash) aux personnes déplacées internes et aux communautés hôtes, notamment dans la région de Ménaka.

Le CERF a-t-il amélioré la coordination au sein de la communauté humanitaire ?

Oui

En partie

Non

Cette allocation CERF a contribué au renforcement de la coordination humanitaire à l'échelle nationale et régionale. Le cluster nutrition et le cluster sécurité alimentaire ont renforcé leur coordination à travers la meilleure intégration des aspects nutritionnels (y compris la prise en compte de l'eau-hygiène-assainissement) dans les réponses de sécurité alimentaire. Les interventions ont également été mises en place en coordination avec le mécanisme de réponse rapide (RRM), pour assurer des réponses multisectorielles et coordonnées aux chocs. Par ailleurs, les partenariats des agences récipiendaires avec les acteurs locaux ont été renforcés. Par exemple, le PAM a signé des accords de partenariats avec cinq ONG et initié des cadres de collaboration avec le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP) ainsi que chaque Direction Régionale de la Santé au niveau régional.

Les fonds du CERF ont-ils contribué à améliorer la mobilisation d'autres sources de financement ?

Oui

En partie

Non

UNICEF et FAO ont souligné l'effet catalytique du financement CERF pour la mobilisation de financements supplémentaires. Pour la FAO, les fonds CERF ont permis la mobilisation de ressources additionnelles des donateurs tels que SIDA et ECHO permettant d'étendre leurs interventions et d'améliorer le niveau de financement du secteur. Pour le PAM, le financement CERF a constitué un levier incontournable pour renforcer le plaidoyer auprès d'autres bailleurs afin d'attirer des financements flexibles et adaptés aux chocs.

Considérations stratégiques des quatre domaines prioritaires humanitaires¹ :

Cette allocation CERF a permis d'apporter une réponse à l'autonomisation des femmes et des filles ainsi que le ciblage des personnes en situation de handicap dans l'assistance humanitaire. Le financement de ces deux domaines était particulièrement urgent car la crise humanitaire dans la région de Ménaka et plus largement dans le nord du Mali affecte principalement les femmes, les enfants et autres populations fragiles telles que les personnes en situation de handicap.

En réponse, UNICEF a sensibilisé 9100 femmes enceintes et allaitantes à la nutrition et formé 71 groupements de femmes aux bonnes pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants. Par ailleurs, plus de la moitié des 83 961 personnes ayant bénéficié de l'assistance alimentaire du PAM sont des femmes et 10 000 femmes enceintes et allaitantes ont également reçu des transferts monétaires dans le cadre de l'appui nutritionnel. Le PAM a également assuré la participation des femmes au sein des instances de prise de décision telles que les comités de ciblage et de plaintes. Le projet a ainsi contribué à améliorer la sécurité alimentaire, la santé nutritionnelle et le bien-être des femmes et des filles tout en prévenant leurs recours à des mécanismes de survie négatifs tels que les mariages précoces, le sexe transactionnel ou la mendicité.

Les personnes en situation de handicap ont également été priorisées dans le cadre de cette allocation. Au niveau des sites de distribution, le PAM a assuré un accès prioritaire et facilité aux personnes en situation de handicap, réduisant considérablement leur temps d'attente sur les sites. Dans le cadre de l'assistance alimentaire de la FAO, 375 ménages avec des personnes en situation de handicap ont été appuyés, favorisant ainsi une meilleure prise en charge de ces personnes.

Dans une perspective de renforcement de l'environnement de protection, les agences bénéficiaires ont également organisées des consultations communautaires pour apporter des informations sur l'assistance, les mesures de prévention et de signalement des situations d'abus et d'exploitation sexuelle. Du fait des ressources limitées, les autres domaines prioritaires n'ont été qu'indirectement traités.

Tableau 1 : Aperçu de financement (US\$) :

Montant total nécessaire à la réponse humanitaire	US\$ 372 000 000
CERF	8 000 003
Fonds humanitaire commun / Fonds pour les interventions d'urgence (le cas échéant)	
Autres (bilatéral / multilatéral)	
Financement total reçu pour la réponse humanitaire (par source ci-dessus)	8 000 003

¹ En janvier 2019, le coordinateur des secours d'urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires qui sont souvent sous-financés et peu considérés quand des fonds sont alloués à une action humanitaire. Le ERC a recommandé aux CR/CH d'accorder davantage d'attention à ces quatre domaines en s'assurant qu'ils sont pris en compte de manière concrète lors de la priorisation des besoins pour les demandes au CERF. Ces quatre domaines sont : (1) l'appui aux femmes et aux filles incluant la violence basée sur le genre, la santé reproductive et l'autonomisation des femmes ; (2) les programmes ciblant les personnes vivant avec un handicap ; (3) l'éducation dans les crises prolongées ; (4) les autres aspects de la protection. Veuillez-vous référer aux questions et réponses relatives aux quatre domaines prioritaires du ERC [ici](#).

Tableau 2 : Subventions d'urgence du CERF par projet et secteur / cluster (US\$)

Agence	Code du projet	Secteur / cluster	Montant
FAO	22-RR-FAO-026	Sécurité Alimentaire - Agriculture	2 500 000
UNICEF	22-RR-CEF-047	Nutrition	1 800 003
WFP	22-RR-WFP-044	Sécurité Alimentaire – Assistance Alimentaire	2 516 000
WFP	22-RR-WFP-044	Nutrition	1 184 000
Total			8 000 003

Tableau 3 : Répartition du financement du CERF par modalités de mise en œuvre (US\$)

Total des fonds utilisés directement par les agences des Nations Unies y compris l'acquisition des marchandises de secours	8 000 003
Fonds transférés aux partenaires gouvernementaux *	87 876
Fonds transférés aux partenaires ONG internationales pour mise en œuvre *	100 977
Fonds transférés aux partenaires ONG nationales pour mise en œuvre *	255 005
Fonds transférés aux partenaires de Croix-Rouge et du Croissant-Rouge *	
Total fonds transférés aux partenaires (IP) *	443 858
Total	8 000 003

* Les chiffres indiqués dans le tableau 3 sont basés sur les rapports de projet (partie II, sections 1) et doivent être cohérents avec l'aperçu des sous-subventions en annexe.

1. PRIORISATION OPÉRATIONNELLE

Aperçu situation humanitaire (en anglais pour publication en ligne) :

The results of nutrition analyses from November 2021 highlighted a significant deterioration of the food security and nutritional situation in central and northern Mali. As food security responses were severely underfunded (USD 62 million funding gap), 1.2 million people across affected regions were facing ration cuts by mid-June 2022. Furthermore, in January 2022, the adoption of sanctions against Mali by ECOWAS and WAEMU and the deterioration of the security situation in the north of the country exacerbated food insecurity, malnutrition and overall humanitarian needs. In response to the deterioration of the humanitarian situation in central and northern Mali, the CERF allocated USD 8 million from its Rapid Response window and life-saving activities commenced in July 2022. Thanks to this CERF allocation, WFP, UNICEF and FAO, in close collaboration with their local partners, provided 555,471 people (54% women and girls) with life-saving food assistance, nutrition and livelihood support.

Utilisation opérationnelle de l'allocation CERF (en anglais pour publication en ligne) :

Thanks to this CERF funding, WFP, UNICEF, FAO and their local partners were able to provide lifesaving food assistance, nutrition and livelihood support, reaching 555,471 people (54% women and girls). WFP delivered emergency food assistance (using vouchers) to 60,511 beneficiaries (51% women and 49% men). UNICEF supported nearly 490,000 children, pregnant and lactating women with essential nutrition interventions, which significantly improved their status. FAO provided cash transfers, agricultural and pastoral kits to 62,628 people, enabling them to cover their basic needs while maintaining their livelihoods.

Overall, local ownership and resilience capacity building were at the core of each project. The use of cash for food assistance programmes contributed to stimulating local markets while providing dignified assistance to affected populations. The assistance also contributed to preventing women and girls from using negative coping mechanisms. Training local health personnel on handling severe acute malnutrition and raising awareness on nutritional surveillance or adequate infant feeding practices provided by UNICEF and WFP helped to maintain nutritional indicators in line with the SPHERE standards in targeted areas. Finally, FAO's project strengthened affected populations' capacities in adaptive agriculture, which contributed to improving their resilience.

Personnes ayant reçu une assistance directe :

Cette allocation CERF a permis d'apporter une assistance alimentaire et un appui nutritionnel d'urgence à 555 471 personnes (y compris 54% de femmes et de filles) à travers les régions de Ménaka, Ségou, Mopti, Gao et Tombouctou dans le centre et nord-Mali. Le nombre de personnes atteintes par le projet a été calculé sur la base des chiffres les plus élevés réalisés par catégories touchées par les projets (communautés hôtes, personnes déplacées internes et autres personnes touchées), permettant ainsi d'éviter le double comptage.

Les cibles initiales de l'allocation ont pu être dépassées pour différentes raisons. Le PAM a indiqué être parvenu à atteindre 7% de bénéficiaires supplémentaires grâce aux variations avantageuses du taux de change entre la phase de proposition de projet et celle de mise en œuvre. Quant à UNICEF, près de 500 000 enfants ont pu recevoir un appui nutritionnel (contre une cible initiale de près de 393 900), grâce à la bonne mobilisation communautaire réalisée.

Personnes ayant reçu une assistance indirecte :

Dans le cadre du projet d'UNICEF, les groupes de soutien aux activités de nutrition (GSAN) appuyés par les relais communautaires et les agents de santé communautaire ont permis d'atteindre 9,100 femmes enceintes et/ou allaitantes qui ont été sensibilisées aux bonnes pratiques familiales telles que la bonne alimentation du nourrisson et du jeune enfant, au lavage des mains e à la vaccination. La FAO estime que près de 200 000 personnes des cercles de Ménaka et de Gourma Rharous ont indirectement bénéficié des interventions de sécurité alimentaire, surtout les activités de production de légumes qui ont eu un impact au-delà des bénéficiaires directs du projet. Enfin, l'utilisation des transferts monétaires pour l'assistance alimentaire du PAM et de la FAO a indirectement bénéficié aux commerçants locaux, contribuant ainsi à stimuler l'économie locale.

Tableau 4 : Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF par secteur / cluster *

Secteur / cluster	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Sécurité alimentaire - Agriculture	16 296	8 730	18 624	14 550	58 200	16 338	15 698	15 486	15 026	62 548
Nutrition	10 000	0	209 775	199 075	418 850	9 100	0	264 073	225 030	498 203
Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	28 894	27 761	0	0	56 655	30 860	29 651	0	0	60 511

* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

Table 5 : Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF par secteur / cluster *

Categories	Prévu	Atteint
Réfugiés	2,460	0
Retournés	0	0
Déplacés internes	22 791	15 000
Communautés d'accueil	429 264	487 784
Autres personnes touchées	0	0
Total	454 515	555 471

Tableau 6 : Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF par sexe et âge *

Sexe & âge	Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF		Nombre de personnes handicapées (PwD) assistées grâce au financement du CERF	
	Prévu	Atteint	Prévu	Atteint
Femmes	29 583	28 522	4334	4334
Hommes	28 130	20 436	4164	4164
Filles	203 568	272 655	600	769
Garçons	193 234	233 858	500	710
Total	454 515	555 471	9598	9 977

PARTIE II – APERÇU DES PROJETS

3. RAPPORTS DES PROJETS

3.1 Rapport du projet 22-RR-FAO-026

1. Information sur le projet			
Agence :	FAO	Pays :	Mali
Secteur / cluster :	Sécurité Alimentaire – Agriculture	Code du projet :	22-RR-FAO-026
Titre du projet :	Réponse rapide aux besoins immédiats des populations vulnérables en situation d'insécurité alimentaire		
Date de début :	05/07/2022	Date de fin :	03/04/2023
Révisions :	Extension sans cout <input checked="" type="checkbox"/>	Redéploiement des fonds <input type="checkbox"/>	Reprogrammation <input type="checkbox"/>
Financement	Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :		US\$ 17 000 000
	Financement total reçu pour la réponse sectorielle de l'agence à l'urgence en cours :		US\$ 5 000 000
	Montant reçu du CERF :		US\$ 2 500 000
	Total des sous-subsventions du CERF transférées aux partenaires de mise en œuvre :		US\$ 79 781
	Partenaires gouvernementaux		US\$ 15 542
	Partenaires ONG internationales		US\$
Partenaires ONG nationales		US\$ 64 239	
Croix Rouge / Croissant Rouge		US\$	

2. Résumé des résultats obtenus :

Grâce à cette allocation CERF, la FAO (en collaboration avec ses partenaires de mise en œuvre) a supporté 9700 ménages vulnérables en situation d'insécurité alimentaire dont 4800 ménages à profil agro-pastoral et 1500 ménages à profil pastoral. De plus, 8 200 ménages locaux/hôtes et 1500 ménages déplacés internes ont reçu des transferts monétaires pour couvrir leurs besoins de base. Chaque ménage local/hôte a reçu 74\$ (75% du MEB) et chaque ménage déplacé interne a reçu 96\$ (100% du MEB). En outre, ces mêmes ménages ont reçu un kit de production alimentaire d'urgence en jardin maraîcher, un kit de production alimentaire en jardin en sacs ou un kit pastoral d'urgence. Les kits de production alimentaire d'urgence ont permis aux ménages bénéficiaires de relancer leur production de légumes pour leur alimentation. Les kits pastoraux d'urgence ont quant à eux permis aux ménages de préserver la santé et l'embonpoint de leurs animaux évitant ainsi la perte de leur principale source de revenus et d'alimentation. Ces activités ont été mises en œuvre dans les régions de Tombouctou et de Ménaka, plus précisément dans les cercles de Gourma Rharous (communes de Rharous, Seréré, Bambara Maoudé, Haribomo), de Ménaka (communes de Ménaka, Imache1, Imache2, Tabamgoutt1, Tabamgoutt2, Tinelowne, Takawasatt, Essakane) et de Tidarmène (communes de Tidarmène, Intadeney, Chemam, Teguerett, Essahène, Ihenatta, Alata).

3. Modifications :

Il était prévu de réaliser trois transferts monétaires au profit des bénéficiaires du projet, soit un transfert par mois sur trois mois. Suite à l'évaluation sécuritaire et aux échanges avec les différentes autorités et leaders communautaires, il est apparu qu'il serait préférable de ne réaliser qu'un seul transfert monétaire pour éviter d'exposer les bénéficiaires à des risques. Par conséquent, le montant total des transferts soit 74\$ pour les ménages locaux/hôtes et 96\$ pour les ménages déplacés a été réalisé en une fois.

4. Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF au niveau du projet *

Secteur / cluster	Sécurité Alimentaire – Agriculture									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés**	689	369	787	615	2460					
Retournés	0	0	0	0	0					
Déplacés internes	2520	1350	2880	2250	9000	2566	2612	2400	2283	9861
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0					
Autres personnes touchées	13 087	7011	14 957	11 685	46 740	13 772	13 086	13 086	12 743	52 687
Total	16 296	8730	18 624	14 550	58 200	16 338	15 698	15 486	15 026	62 548
Personnes handicapées (PwD) sur le total										
	163	87	186	146	582	96	82	112	88	378

**** Note sur le ciblage des réfugiés :** Lors de la conception du projet, le nombre de 2 460 réfugiés était une estimation concernant cette catégorie. Lors de la mise en œuvre du projet, il s'est avéré que cette catégorie (réfugiés) n'existait pas dans les zones et localités d'intervention. L'assistance au profit d'autres catégories telles que les déplacés, les communautés hôtes a donc été augmentée.

* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

5. Personnes indirectement ciblées par le projet :

La FAO estime que près de 200 000 personnes des cercles de Ménaka et de Gourma Rharous ont indirectement bénéficié des interventions de ce projet. Grâce aux kits de production alimentaire d'urgence, la disponibilité de légumes dans la zone ciblée a été augmentée. La quasi-totalité des légumes produits a été consommée au sein du ménage mais également partagée avec les ménages vivant à proximité. Le kit d'urgence pastoral a permis de soulager tant les ménages locaux que les ménages déplacés. En effet, la pression du bétail sur les pâturages a été réduite de manière significative par la distribution d'aliments et de pierres à lécher. Cette intervention a donc contribué à réduire les tensions liées à l'accès aux ressources naturelles au niveau communautaire.

6. Cadre de résultats du projet CERF :

Objectif du projet Répondre aux besoins alimentaires immédiats des ménages vulnérables en situation d'insécurité alimentaire

Résultat 1 Les ménages sont capables de faire face à leurs besoins immédiats

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Sécurité Alimentaire – Agriculture			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 1.1	Cash.2a Nombre de personnes bénéficiant de transferts monétaires inconditionnels spécifiques au secteur	58 200	62 548	Listes de bénéficiaires
Indicateur 1.2	Cash.2b Valeur totale des transferts monétaires inconditionnels spécifiques au secteur, distribués en USD	734 400	758 649	Listes de bénéficiaires
Indicateur 1.3	Nombre de personnes ayant investi plus de 50% du montant transféré dans l'alimentation.	46 560	60 311	96,3% des membres des ménages bénéficiaires ont investi plus de 50% des transferts monétaires dans l'alimentation (Évaluation finale)
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur	Grâce à cette allocation CERF, la FAO et ses partenaires ont soutenu 9700 ménages vulnérables (y compris 8200 ménages locaux et 1500 ménages déplacés). Le nombre de personnes atteint est supérieur à la cible initiale car la moyenne de 6 personnes par ménage utilisée pour les prévisions s'est avérée inférieure à la réalité qui est de 6,45 personnes par ménage. Pour l'indicateur 1.3, 96,3% des ménages (60 311 personnes/9341 ménages) ont rapporté avoir investi plus de 50% du montant transféré dans l'alimentation, alors que la cible du projet était de 80% (46 560 personnes/ 7760 ménages).			
Activités	Description	Mise en œuvre par		
Activité 1.1	Identifier les personnes les plus vulnérables parmi les personnes des communautés locales et les personnes déplacées.	Les personnes vulnérables ont été identifiées par la FAO en collaboration avec ses partenaires de mise en œuvre (ONG locales Nouveaux Horizons et GARDL) appuyés par les services techniques de l'Agriculture et de l'élevage.		
Activité 1.2	Effectuer des transferts monétaires au profit des ménages des communautés locales pour la couverture de 3 mois des besoins immédiats	Les transferts monétaires ont été réalisés par le partenaire SAMA MONEY sous la supervision de la FAO et des partenaires de mise en œuvre.		

Activité 1.3	Effectuer des transferts monétaires au profit des ménages déplacés internes pour la couverture de 3 mois des besoins immédiats	Les transferts monétaires ont été réalisées par le partenaire SAMA MONEY sous la supervision de la FAO et ses partenaires de mise en œuvre.
Activité 1.4	Suivre l'utilisation faite des transferts monétaires	Le suivi de l'utilisation des transferts monétaires a été fait par la FAO et en coordination avec les partenaires de mise en œuvre.

Résultat 2 L'alimentation des bénéficiaires est améliorée grâce la production alimentaire d'urgence

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Sécurité Alimentaire – Agriculture			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 2.1	Ag.1 Nombre de personnes bénéficiant d'intrants agricoles (articles/paquets/kits) pour la production alimentaire d'urgence (jardin en sac)	46 560	52 944	Listes des bénéficiaires de kits de production alimentaire d'urgence
Indicateur 2.2	Nombre de personnes ayant consommé les aliments issus de la production alimentaire	41 904	50 752	Évaluation finale du projet
on du résultat et de la variation de l'indicateur		Le nombre de personnes atteint est supérieur à la cible initiale car la moyenne de 6 personnes par ménage utilisée pour les prévisions s'est avérée inférieure à la réalité qui est de 6,45 personnes par ménage. Les objectifs du projet ont été atteints mais il convient de souligner que l'insécurité a parfois retardé l'approvisionnement des kits dans les zones de mise en œuvre. C'est pour cette raison que la FAO a sollicité une extension sans coûts afin de finaliser le suivi de la production de légumes par les bénéficiaires du projet.		
Activités	Description	Mise en œuvre par		
Activité 2.1	Identifier les bénéficiaires (ménages agricoles ayant/ ou n'ayant pas accès à des terres cultivables)	Les personnes vulnérables ont été identifiées par la FAO en collaboration avec ses partenaires de mise en œuvre (ONG locales Nouveaux Horizons et GARDL) appuyés par les services techniques de l'agriculture.		
Activité 2.2	Distribuer les kits de production alimentaire d'urgence (production en plein sol/ jardins en sacs)	La distribution d'intrants agricoles été réalisée par la FAO en collaboration avec les partenaires de mise en œuvre à savoir l'ONG locale Nouveaux Horizons pour le Cercle de Ménaka et l'ONG locale GARDL pour le cercle de Gourma Rharous.		
Activité 2.3	Former les bénéficiaires sur les itinéraires techniques	La formation des ménages bénéficiaires a été réalisée par les services techniques étatiques de l'agriculture en collaboration avec les partenaires de mise en œuvre sous la supervision de la FAO.		
Activité 2.4	Faire un suivi des itinéraires techniques des bénéficiaires re le processus de production alimentaire d'urgence en sacs	Le suivi des activités des ménages bénéficiaires a été réalisé par les services techniques étatiques de l'agriculture en collaboration avec les partenaires de mise en œuvre sous la supervision de la FAO.		

Activité 2.5	Suivre l'utilisation des aliments produits	Le suivi de l'utilisation des aliments produits a été réalisé par les partenaires de mise en œuvre sous la supervision de la FAO.
--------------	--	---

Résultat 3 Les moyens de subsistance critiques des ménages pastoraux sont protégés.

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Sécurité Alimentaire – Agriculture
--------------------------	------------------------------------

Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 3.1	Ag.3 Nombre de personnes recevant des intrants d'élevage (sauvegarde et l'entretien du cheptel)	11 640	9684	83% réalisés (1 500 ménages). Liste de bénéficiaires
Indicateur 3.2	Nombre de personnes ayant amélioré leur alimentation à travers l'assistance du projet	10 476	9094	87% réalisés. Liste de bénéficiaires

Explication du résultat et de la variation de l'indicateur Les objectifs de ces deux indicateurs n'ont pu être atteints qu'à 83 et 87% du fait des contraintes de terrain, telles que la dégradation sécuritaire dans la région de Ménaka, la perturbation de la chaîne de transport et d'approvisionnement ainsi que la mobilité imprévisible de certaines populations ciblées.

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 3.1	Identifier les bénéficiaires (ménages pastoraux)	Les personnes vulnérables ont été identifiées par la FAO en collaboration avec ses partenaires de mise en œuvre (ONG locales Nouveaux Horizons et GARDL) appuyés par les services techniques de l'élevage.
Activité 3.2	Distribuer les kits de production alimentaires d'urgence à vocation pastorale	La distribution des intrants agricoles été réalisée par la FAO en collaboration avec les partenaires de mise en œuvre à savoir l'ONG locale Nouveaux Horizons pour le Cercle de Ménaka et l'ONG locale GARDL pour le cercle de Gourma Rharous.
Activité 3.3	Former les bénéficiaires sur l'utilisation des kits distribués	La formation des ménages bénéficiaires a été réalisée par les services techniques étatiques de l'élevage en collaboration avec les partenaires de mise en œuvre sous la supervision de la FAO.
Activité 3.4	Suivre le processus de production alimentaire d'urgence pastoral	Le suivi des activités des ménages bénéficiaires a été réalisé par les services techniques étatiques de l'élevage en collaboration avec les partenaires de mise en œuvre sous la supervision de la FAO.
Activité 3.5	Suivre l'évolution de l'alimentation des ménages pastoraux suite à l'utilisation des kits pastoraux	Le suivi de l'utilisation des alimentaires produits a été réalisé par les partenaires de mise en œuvre sous la supervision de la FAO.

7. Programmation efficace

a. Redevabilité envers les personnes affectées (AAP)² :

A l'instar de l'ensemble des projets d'urgence, des réunions d'information ont été organisées avec les autorités administratives, les services techniques régionaux, les autorités locales et les leaders communautaires. Ces réunions ont porté sur la présentation des objectifs du projet, des zones d'intervention, des critères de sélection et des activités à réaliser. Ces différentes réunions ont permis d'avoir l'adhésion et l'implication de toutes les parties prenantes. Au niveau communautaire, des assemblées générales villageoises ont été organisées pour la présentation du projet et solliciter l'adhésion des membres de la communauté. Cela a permis d'échanger sur les critères de sélection des bénéficiaires afin de les adapter aux réalités socio-culturelles tout en respectant la logique et les objectifs du projet. La liste des bénéficiaires a donc fait l'objet d'un consensus au sein de la communauté. Pour les autres activités, les membres de la communauté ont été activement impliqués à travers le partage d'information, le consensus sur les lieux et les dates des activités ainsi que la mise en œuvre du projet.

b. Mécanismes de retour d'information et de plainte d'APP :

Dans le cadre du dispositif de redevabilité, plusieurs formations ont été organisées pour les partenaires de mise en œuvre. Ce dispositif de redevabilité est structuré en trois niveaux. Le premier est le niveau communautaire avec la mise en place des comités de plaintes communautaires dont la mission est de collecter les plaintes des membres de la communauté en lien avec le projet et ses activités pour tenter de les résoudre. Sous la supervision de la FAO et de ses partenaires, le comité de plainte a collecté les plaintes relatives aux listes de bénéficiaires, notamment lors des distributions des kits et d'autres activités du projet. Lorsque les membres des comités de plaintes n'étaient pas en mesure de résoudre les problématiques soulevées, ils se sont référés au deuxième niveau qui est celui des partenaires de mise en œuvre pour tenter d'y répondre. Le dernier niveau est celui de la FAO que les bénéficiaires et les autres membres de la communauté ont eu l'opportunité de contacter pour se plaindre. Dans ce cas de figure, les plaintes ont été traitées en toute discrétion et des investigations ont été menées le cas échéant. Quel que soit le résultat, le plaignant a été informé des suites données à sa plainte. Dans la plupart des cas, les plaintes concernaient des articles manquants dans les différents kits distribués. Une fois le comité de plainte saisi, il a pris contact avec la FAO via le partenaire de mise en œuvre et la situation a été réglée.

c. Prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) :

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, des formations ont été organisées sur la prévention et la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA) au profit des partenaires de la FAO, notamment ONG locales Nouveaux Horizons et GARDL. En outre, la mise en place du numéro vert permet aux communautés bénéficiaires de dénoncer directement à la FAO toute situation d'exploitation et d'abus. Le traitement de ce genre de plainte se fait de manière confidentielle avec la mise en place d'une commission d'enquête au plus haut niveau de l'organisation dont les actions sont confidentielles. Les plaignants sont toujours informés de la suite donnée à leur plainte.

d. Focus sur les femmes, les filles et les minorités sexuelles et de genre, y compris la violence sexiste :

Compte tenu du niveau de vulnérabilité des femmes au sein de ces communautés, les cheffes de ménages sont des cibles privilégiées de ce projet. Les partenaires de la FAO ont donc été formés sur l'importance du ciblage des femmes et des jeunes filles dans la mise en œuvre du projet. Ainsi, 30% des ménages bénéficiaires du projet sont dirigés par les femmes. Une attention particulière a été mise sur l'implication des femmes dans les formations car ce sont les mieux placées pour suivre les cultures et produire les légumes qui rentreront dans l'alimentation des ménages. Ainsi, sur la majorité des sites du projet, ce sont les femmes qui ont la charge de l'entretien des cultures particulièrement en ce qui concerne les cultures en sacs.

e. Personnes handicapées (PwD):

² Le AAP et le PSEA font partie intégrante des engagements de l'IASC et sont donc obligatoires pour la conformité de toutes les agences et partenaires des Nations Unies. Les agences n'ont pas nécessairement besoin de mettre en place de nouveaux mécanismes AAP et PSEA pour les projets CERF si des mécanismes fonctionnels sont déjà en place. Pour plus d'informations, veuillez référer [aux engagements de l'IASC AAP](#).

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, la prise en compte des personnes en situation de handicap était une priorité. Ainsi, la FAO et ses partenaires d'implémentation ont pu appuyer 375 ménages avec des personnes en situation d'handicap. Cet appui a permis de soulager l'ensemble du ménage et a contribué à une meilleure prise en charge de la personne en situation d'handicap.

f. Protection :

Compte tenu du nombre élevé de personnes vulnérables parmi les bénéficiaires du projet (femmes, filles, personnes en situation de handicap et personnes âgées) un dispositif de protection transversal a été mis en place. Ainsi, les personnes âgées et les femmes enceintes et allaitantes ont été privilégiées dans la programmation pour recevoir les kits du projet. De plus, la distance parcourue pour recevoir l'appui du projet n'a pas excédé cinq kilomètres afin de limiter les potentiels risques de protection.

g. Éducation :

N/A

8. Programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat :

Utilisation de programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat :

Prévu	Atteint	Nombre total de personnes recevant l'assistance
Oui, le PTM est un composant	Oui, le PTM est un composant	62 548

Si **non**, veuillez expliquer pourquoi les transferts monétaires / les bons d'achat n'ont pas été pris en compte. Lorsque cela est possible, cet programme doit être considéré comme une option de réponse par défaut, et les transferts monétaires à objectifs multiples (MPC) doivent être utilisées dans la mesure du possible.

Si **oui**, notez brièvement comment les transferts monétaires / les bons d'achat sont utilisée, en soulignant l'utilisation des transferts monétaires à objectifs multiples (MPC), et si des liens avec les systèmes de protection sociale existants ont été explorés.

Les transferts monétaires ont permis aux bénéficiaires de répondre à leurs besoins immédiats en vivres et non-vivres. Le montant du transfert a été fixé selon les critères de la direction nationale de la protection sociale au Mali en prenant en compte les analyses groupe de travail sur le cash et du cluster sécurité alimentaire.

Paramètres de modalité PMT / de bons d'achat :

Activité spécifique (y compris le # d'activité du cadre de résultats ci-dessus)	Nombre de personnes	Valeur du cash (US\$)	Secteur / cluster	Restriction
Transferts monétaires	62 548	US\$ 758 649	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	Sans restriction

9. Visibilité des activités financées par le CERF

Titre	Lien web / source
Transfert monétaire dans le Cercle de Gourma-Rharous, région de Tombouctou	Twitter & Facebook
Renforcement des compétences des partenaires de la FAO sur la Protection contre l'exploitation et les abus sexuels	Twitter & Facebook
Distribution de l'aliment bétail et des produits vétérinaires à Ménaka	Twitter & Facebook

3.2 Rapport du projet 22-RR-CEF-047

1. Information sur le projet			
Agence :	UNICEF	Pays :	Mali
Secteur / cluster :	Nutrition	Code du projet :	22-RR-CEF-047
Titre du projet :	Réponse nutritionnelle d'urgence pour les populations vulnérables dans les régions de Ménaka, Ségou, Mopti, Gao, Tombouctou et les sites des déplacés de Bamako		
Date de début :	27/06/2022	Date de fin :	26/12/2022
Révisions :	Extension sans cout <input type="checkbox"/>	Redéploiement des fonds <input type="checkbox"/>	Reprogrammation <input type="checkbox"/>
Financement	Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :		US\$ 127 749 763
	Financement total reçu pour la réponse sectorielle de l'agence à l'urgence en cours :		US\$ 8 548 682
	Montant reçu du CERF :		US\$ 1 800 003
	Total des sous-subsidations du CERF transférées aux partenaires de mise en œuvre :		US\$ 62 123,97
	Partenaires gouvernementaux		US\$ 62 123,97
	Partenaires ONG internationales		
Partenaires ONG nationales			
Croix Rouge / Croissant Rouge			

2. Résumé des résultats obtenus :

Grâce à cette subvention du CERF, UNICEF et ses partenaires ont assuré le dépistage nutritionnel de 489 103 enfants de moins de cinq ans (264,073 filles et 225,030 garçons) et orienté 43,000 enfants malnutris vers des centres de traitement. De plus, le projet a permis de former 100 membres du personnel à la gestion de la malnutrition aiguë sévère, fournir des équipements, médicaments et autres intrants nutritionnels pour le traitement de 19 204 enfants et de dispenser des conseils ou séances d'éducation sur la nutrition à 9 100 femmes enceintes et allaitantes. 71 groupements de femmes au niveau communautaire ont également été formés aux bonnes pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants. Le projet a ainsi permis de maintenir les indicateurs nutritionnels à des niveaux conformes aux standards *SPHERE* pendant la période de soudure, et ce, malgré la dégradation sécuritaire et les déplacements massifs autour de la région de Ménaka (touchant les districts d'Anderamboukane, Inekar, Tidermene et Ménaka) pendant le deuxième trimestre 2022.

3. Modifications :

Le projet n'a pas été modifié. Toutefois, les résultats de l'enquête nationale SMART conduite en juillet 2022 ont révélé une détérioration préoccupante de la situation nutritionnelle (MAG > 15%) dans la région de Gao et une situation précaire (MAG>10%) dans les régions de Kayes, Ségou, Mopti, Tombouctou, Taoudéni et Ménaka. De plus, la détérioration de la situation sécuritaire dans certaines régions du centre et du nord, les déplacements massifs de population ainsi que la fermeture de certains centres de santé (notamment dans la région de Ménaka) ont débouché sur le renforcement de la stratégie mobile et l'augmentation du stock d'intrants tels que les médicaments

de traitement de la malnutrition aigüe. Cette situation a été prise en compte et l'adaptation de la réponse s'en est suivie à travers la mise en place de cliniques mobiles destinées à Ménaka, Tombouctou et Taoudéni.

La contrainte majeure rencontrée lors de la mise en œuvre du projet était l'inaccessibilité des régions du nord (principalement sur les axes Gao-Ansongo-Ménaka, Douentza-Gao et Tombouctou-Taoudéni) qui a entraîné des difficultés d'approvisionnement de ces régions en intrants nutritionnels de traitement des cas de malnutrition sévère. Pour y remédier, l'UNICEF a dû réaliser certaines livraisons des intrants par voie aérienne pour les magasins de Gao et Tombouctou.

4. Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF au niveau du projet *

Secteur / cluster	Nutrition									
	Prévu					Atteint				
Catégorie	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacés internes	1 500	0	3 973	3 818	9 291	2 000	0	4 504	3 915	10 419
Communautés d'accueil	6 200	0	198 808	188 801	393 809	7 100	0	259 569	221 115	487 784
Autres personnes touchées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	7 700	0	202 781	192 619	403 100	9100	0	264 073	225 030	498 203
Personnes handicapées (PwD) sur le total										
	0	0	600	500	1 100	0	0	600	400	1 000

* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

5. Personnes indirectement ciblées par le projet :

Les groupes de soutien aux activités de nutrition (GSAN) appuyés par les relais communautaires et les agents de santé communautaire ont permis d'atteindre 9100 femmes enceintes et/ou allaitantes qui ont été sensibilisées aux bonnes pratiques familiales telles que la bonne alimentation du nourrisson et du jeune enfant, le lavage des mains et la vaccination. Par ailleurs, les régions de Gao, Ménaka, Kidal, Tombouctou et Taoudéni ont bénéficié d'un renforcement des capacités pour la mise en place de cliniques mobiles leur permettant d'accéder aux zones difficiles.

6. Cadre de résultats du projet CERF :

Objectif du projet	Augmenter l'accès des enfants vulnérables souffrant de malnutrition aiguë aux services de prévention et de prise en charge de la malnutrition dans les régions à taux élevés de malnutrition et abritant les personnes déplacées internes particulièrement Ménaka, Ségou, Mopti, Gao, Tombouctou et le district de Bamako.			
Résultat 1	Les enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère y compris des personnes déplacées internes (PDI) ont un accès accru aux services de dépistage précoce, de référencement et de prise en charge intégrée de qualité de la malnutrition aiguë			
Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>				
Secteur / cluster	Nutrition			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 1.1	N.3a Nombre de personnes souffrant de malnutrition aiguë sévère admises dans un programme d'alimentation thérapeutique.	19 148	19 204	DHIS2
Indicateur 1.2	N.3b Pourcentage de personnes admises pour un traitement MAS, et qui se sont rétablies.	85	94,2	DHIS2
Indicateur 1.3	N.4 Nombre de personnes dépistées pour malnutrition aiguë.	395 000	489 103	DHIS2
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur	Davantage d'enfants ont été dépistés qu'initialement prévu. Cela a été rendu possible grâce aux séances de mobilisations de la communauté qui ont pu être menées sans coûts additionnels. Le taux de guérison élevé témoigne de la qualité de service conforme aux standards.			
Activités	Description	Mise en œuvre par		
Activité 1.1	Appui à la mise en œuvre de la PCIMA y compris les approches simplifiées en stratégie fixe et mobile	Directions Régionales de Santé (DRS) des régions couvertes, IEDA Relief (INGO) et Help for Sahel (NNGO).		
Activité 1.2	Suivi des activités, supervision et coaching des prestataires de santé et agents de santé communautaire	Directions Régionales de Santé (DRS) des régions couvertes, IEDA Relief (INGO) et Help for Sahel (NNGO).		
Activité 1.3	Appui aux campagnes de dépistage actif de l'émaciation à travers les plateformes communautaires ou couplée à la Semaine d'Intensification des Activités de Nutrition (SIAN) et à la CPS	Directions Régionales de Santé (DRS) des régions couvertes, IEDA Relief (INGO) et Help for Sahel (NNGO).		

Résultat 2 Les structures de santé et les communautés ont la capacité de fournir les services préventifs et curatifs de lutte contre la malnutrition aigüe en situation d'urgence dans un environnement protecteur contre les VBG, en particulier pour les femmes et les filles

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Nutrition			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 2.1	Nombre de districts sanitaires appuyés ayant connu de rupture en ATPE	0	0	Les rapports mensuels d'activités des centres de santé.
Indicateur 2.2	N.6 Nombre de personnes bénéficiant de formations et/ou de sessions de sensibilisation communautaire sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant en situation d'urgence.	7700	9100	Rapports d'activités, DHIS2
Indicateur 2.3	Nombre des mères et de gardiennes d'enfants de moins de cinq ans orientées, équipées en ruban de Périmètre Brachial et qui dépistent l'émaciation dans leurs familles	2500	2750	Rapports d'activités
Indicateur 2.4	CC.1 Nombre de travailleurs humanitaires de première ligne (ex: le personnel des partenaires) qui ont reçu une courte formation de recyclage pour soutenir la mise en œuvre du programme. (Nombre d'agents de santé et Agent de Santé Communautaire (ASC) formés sur le protocole PCIMA simplifié)	65	100	Rapports d'activités
Indicateur 2.5	CC.1 Nombre de travailleurs humanitaires de première ligne (ex: le personnel des partenaires) qui ont reçu une courte formation de recyclage pour soutenir la mise en œuvre du programme. (Nombre d'agents de santé et ASC formés sur la VBG en situation d'urgence ainsi que sur la PSEA)	65	70	Rapports d'activités

Explication du résultat et de la variation de l'indicateur Les résultats ont pu dépasser les cibles initiales grâce à une bonne coordination de la réponse dans les zones d'urgence, à la mise en place de stratégies efficaces pour le dépistage et le traitement de la malnutrition avec l'implication de tous les acteurs y compris les communautés. Le dépistage des enfants a pu dépasser les attentes suite à son intégration aux campagnes SIAN pendant lesquelles la stratégie porte à porte a permis d'atteindre davantage d'enfants.

Activités	Description	Mise en œuvre par
-----------	-------------	-------------------

Activité 2.1	Approvisionnement et distribution d'intrants nutritionnels (ATPE, Laits thérapeutiques F100 et F75, médicaments essentiels et matériels anthropométriques)	Directions Régionales de Santé (DRS) des régions couvertes, IEDA Relief (INGO) et Help for Sahel (NNGO).
Activité 2.2	Sensibilisation des gardiens d'enfants sur les pratiques familiales essentielle et soutien aux autres activités d'ANJE-U	Directions Régionales de Santé (DRS) des régions couvertes, IEDA Relief (INGO) et Help for Sahel (NNGO).
Activité 2.3	Appui à l'orientation des mères et gardiennes d'enfants sur le dépistage de l'émaciation au PB dans leurs familles	Directions Régionales de Santé (DRS) des régions couvertes, IEDA Relief (INGO) et Help for Sahel (NNGO).
Activité 2.4	Formation des agents de santé et agents de santé communautaire sur le protocole simplifié en situation d'urgence	Directions Régionales de Santé (DRS) des régions couvertes, IEDA Relief (INGO) et Help for Sahel (NNGO).
Activité 2.5	Formation des agents de santé et agents de santé communautaire sur la Violence Basée sur le Genre en situation d'urgence ainsi que sur la Prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA)	Directions Régionales de Santé (DRS) des régions couvertes, IEDA Relief (INGO) et Help for Sahel (NNGO).

7. Programmation efficace

a. Redevabilité envers les personnes affectées (AAP)³ :

La mise en œuvre du projet a été entièrement inclusive et participative. Les communautés ont été étroitement impliquées à toutes les étapes du projet de la planification à la mise en œuvre et au suivi, assurant ainsi la pertinence du projet, son appropriation au niveau local et la pérennité des acquis. Pour ce faire, le dialogue avec les communautés a été renforcé, notamment au travers des plateformes et des leaders communautaires afin de promouvoir la protection, les bonnes pratiques nutritionnelles et sanitaires dans un environnement favorable aux personnes vulnérables y compris les femmes et les enfants.

b. Mécanismes de retour d'information et de plainte d'APP :

Le retour d'information a été assuré à travers le renforcement du système d'information à tous les niveaux, y compris au niveau local à travers des réunions de coordination et d'échanges sur les résultats avec les relais et les plateformes communautaires, les activités de sensibilisation sur le projet, la diffusion d'informations au sujet du projet sur les radios communautaires. Enfin, l'implication des réseaux de communicateurs traditionnels a été assurée tout au long du projet, pour recueillir et faire remonter les plaintes des bénéficiaires.

c. Prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) :

Ce projet a été mis en œuvre en assurant une lutte contre toutes formes d'exploitation et d'abus sexuels. Pour ce faire, un système anonyme de dénonciation des cas d'abus a été mis en place afin de prévenir toutes formes de représailles et permettre de sanctionner le cas échéant. Ce système était mis en place aux différents niveaux d'implémentation du projet. Il convient de souligner que tous les acteurs clés de mise en œuvre du projet, de l'équipe-cadre aux acteurs communautaires, ont bénéficié d'un renforcement des capacités sur la prévention de l'exploitation et les abus sexuels ainsi que les stratégies/mécanismes de partage d'information à la suite du constat de cas.

d. Focus sur les femmes, les filles et les minorités sexuelles et de genre, y compris la violence sexiste :

Ce projet ciblait principalement les populations vulnérables, notamment les femmes et les filles des zones les plus affectées par les crises. Durant la mise en œuvre, aucun cas de stigmatisation, de discrimination de race, de sexe ou de classe sociale n'a été rapporté.

³ Le AAP et le PSEA font partie intégrante des engagements de l'IASC et sont donc obligatoires pour la conformité de toutes les agences et partenaires des Nations Unies. Les agences n'ont pas nécessairement besoin de mettre en place de nouveaux mécanismes AAP et PSEA pour les projets CERF si des mécanismes fonctionnels sont déjà en place. Pour plus d'informations, veuillez référer [aux engagements de l'IASC AAP](#).

e. Personnes handicapées (PwD) :

Bien que ce projet ne fût pas spécifiquement dédié aux personnes en situation de handicap, la mise en place d'une couverture étendue à toutes les couches de la communauté et d'une répartition équitable des services et des biens a également bénéficié à ces personnes.

f. Protection :

Le renforcement des capacités de la communauté sur les bonnes pratiques sanitaires, nutritionnelles et environnementales permet de protéger les familles contre tout mécanisme de survie potentiellement nuisible à leur bien-être à court et à long terme.

g. Éducation :

Les sensibilisations des mères et gardiennes d'enfants conduites dans le cadre de ce projet ont contribué à les éduquer sur les bonnes pratiques en matière d'alimentation et de santé et à les protéger contre la malnutrition.

8. Programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat

Utilisation de programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat :

Prévu	Atteint	Nombre total de personnes recevant l'assistance
N/A	N/A	N/A

Si **non**, veuillez expliquer pourquoi les transferts monétaires / les bons d'achat n'ont pas été pris en compte. Lorsque cela est possible, cet programme doit être considéré comme une option de réponse par défaut, et les transferts monétaires à objectifs multiples (MPC) doivent être utilisés dans la mesure du possible.

Si **oui**, notez brièvement comment les transferts monétaires / les bons d'achat sont utilisés, en soulignant l'utilisation des transferts monétaires à objectifs multiples (MPC), et si des liens avec les systèmes de protection sociale existants ont été explorés.

Dans le cadre de ce projet, la modalité MPC n'a pas été utilisée car elle n'était pas appropriée.

9. Visibilité des activités financées par le CERF

Titre	Lien web / source
UN OCHA documentation on response plan	Facebook https://twitter.com/unicefmali/status/1605301119085056002?s=20&t=F_BSHbc6lr5kR9IKONTo_A
Thank you Sante et nutrition	https://twitter.com/unicefmali/status/1551944212928675844?s=20 https://twitter.com/unicefmali/status/1551943522999324674?s=20 https://www.instagram.com/p/CmZ0v9oo70o/?utm_source=ig_web_copy_link
UN OCHA documentation on response plan	Facebook https://twitter.com/unicefmali/status/1605301119085056002?s=20&t=F_BSHbc6lr5kR9IKONTo_A

3.3 Rapport du projet 22-RR-WFP-044

1. Information sur le projet			
Agence :	WFP	Pays :	Mali
Secteur / cluster :	Sécurité Alimentaire – Assistance Alimentaire Nutrition	Code du projet :	22-RR-WFP-044
Titre du projet :	Assistance alimentaire et nutritionnelle d'urgence dans les régions du centre et du nord du Mali		
Date de début :	01/06/2022	Date de fin :	30/11/2022
Révisions :	Extension sans cout <input type="checkbox"/>	Redéploiement des fonds <input type="checkbox"/>	Reprogrammation <input type="checkbox"/>
Financement	Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :	US\$ 168 464 498	
	Financement total reçu pour la réponse sectorielle de l'agence à l'urgence en cours :	US\$ 36 781 665	
	Montant reçu du CERF :	US\$ 3 700 000	
	Total des sous-subsventions du CERF transférées aux partenaires de mise en œuvre :	US\$ 301 953,48	
	Partenaires gouvernementaux	US\$10 210,82	
	Partenaires ONG internationales	US\$ 100 976,76	
Partenaires ONG nationales	US\$190 765,90		
Croix Rouge / Croissant Rouge			

2. Résumé des résultats obtenus :

Grâce à cette contribution du CERF, le PAM a assisté **83 961 bénéficiaires** (51% femmes et 49% d'hommes) issus des régions du centre et du nord pendant cinq mois en utilisant les transferts monétaires, y compris pour l'appui nutritionnel aux enfants de 6-23 mois et aux femmes enceintes et allaitantes destiné à améliorer leur statut nutritionnel.

Dans le cadre du plan conjoint de réponse nutritionnelle, le PAM et l'UNICEF ont identifié les régions de Ménaka, Gao, Ségou, Mopti et Tombouctou (y compris les sites de PDI) comme étant prioritaires pour les interventions de prévention et traitement de la malnutrition aiguë à travers des produits nutritionnels spécialisés (CSB++ pour les enfants) et coupons électroniques. Ainsi, **13 450 enfants âgés de 6 à 23 mois ont reçu une supplémentation nutritionnelle pendant la période de soudure** (y compris les PDIs) et **10 000 FEFA ont reçu une assistance en cash**. Par ailleurs, un système de surveillance nutritionnelle pour la détection précoce des cas de malnutrition a été mis en place et des séances de sensibilisation aux bonnes pratiques nutritionnelles ont été réalisées, y compris des messages de sensibilisation diffusés sur les radios communautaires.

Pour l'assistance alimentaire d'urgence, 60 511 personnes (49% hommes ; 51% femmes) des régions du nord et du centre ont reçu des coupons électroniques d'une valeur totale de US\$ 1 953 210 (US\$ 0,45/ personne/ jour pour les personnes déplacées internes et US\$ 0,23/ personne/ jour pour la communauté hôte) pour cinq mois pendant la période critique de la soudure.

Dans le cadre de la réponse multi-donateurs, y compris avec les fonds CERF, le PAM a étendu son assistance de la période de soudure aux mois d'octobre à décembre 2022 ciblant approximativement 600 000 personnes dans les localités classées IPC3+ (Bankass, Koro,

Tominian, Bla, Ménaka, Kidal, Niono et Dire) faisant face à une situation d'insécurité alimentaire préoccupante selon les analyses de suivi post-distribution réalisées par le PAM en septembre 2022.

Le PAM a signé des accords de partenariats avec 05 ONG et les activités de ciblage ont été complétées avec un enregistrement des bénéficiaires sur la plateforme SCOPE. Des cadres de collaboration ont été initiés avec le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP) ainsi que chaque DRS au niveau régional pour renforcer le partenariat.

3. Modifications :

En ce qui concerne l'activité nutritionnelle, la contrainte d'acheminement des intrants de Gao vers Ménaka a entraîné un léger retard dans l'intervention, prolongeant les distributions jusqu'en décembre 2022. Les livraisons par voie aérienne (via UNHAS) ont permis d'y remédier et de mettre à disposition les intrants.

Pour l'aide alimentaire d'urgence, une assistance complémentaire à la période de soudure a été organisée entre octobre et décembre 2022 bénéficiant à 600,000 personnes dans les localités classées IPC3+ (Bankass, Koro, Tominian, Bla, Ménaka, Kidal, Niono et Dire) dans le cadre d'une action multi-donateurs. Le PAM a signé des accords de partenariats avec cinq ONG. La liste de huit partenaires initialement prévus a été modifiée du fait du manque d'accès. Les partenaires qui ont rencontré des problèmes d'accès, ont été remplacés par d'autres ONG. Le PAM a signé des accords de partenariats avec deux partenaires coopérants (GRADP, WVI) et trois partenaires de suivi – Third Party Monitoring (Association Malienne de Recherche pour l'Action et le Développement - AMRAD, SAHEL 21, Société de Développement International-SDI).

4. Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF au niveau du projet *

Secteur / cluster	Nutrition									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-
Retournés	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-
Déplacés internes	3 000	0	2 098	1 937	7 035	3 000	-	2 098	1 937	7 035
Communautés d'accueil	7 000	0	4 896	4 519	16 415	7 000	-	4 896	4 519	16 415
Autres personnes touchées	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-
Total	10 000	0	6 994	6 456	23 450	10 000	-	6 994	6 456	23 450

Personnes handicapées (PwD) sur le total

	1 100	0	769	710	2 579	1 100	-	769	710	2 579
--	-------	---	-----	-----	-------	-------	---	-----	-----	-------

Secteur / cluster	Sécurité Alimentaire – Assistance Alimentaire									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-
Retournés	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-
Déplacés internes	7 650	7 350	0	0	15 000	7 650	7 350	-	-	15 000
Communautés d'accueil	21 244	20 411	0	0	41 655	23 210	22 301	-	-	45 511
Autres personnes touchées	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-
Total	28 894	27 761	0	0	56 655	30 860	29 651	-	-	60 511

Personnes handicapées (PwD) sur le total

	4 334	4 164	0	0	8 498	4 334	4 164	-	-	8 498
--	-------	-------	---	---	-------	-------	-------	---	---	-------

* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

5. Personnes indirectement ciblées par le projet :

L'utilisation de la modalité transferts monétaires pour l'assistance alimentaire a bénéficié aux commerçants locaux et a ainsi contribué à stimuler l'économie locale. Les communautés ont été impliquées du ciblage jusqu'aux distributions sur sites en mettant l'accent sur la participation des femmes dans les comités de gestion de bénéficiaires.

L'assistance nutritionnelle en situation d'urgence (prévention et traitement de la malnutrition aiguë) a ciblé les enfants de 6-23 mois, les femmes enceintes et allaitantes. Une séance de sensibilisation sur les bonnes pratiques en matière de santé et nutrition a été délivrée tous les mois au niveau de chaque site de distribution. Les thématiques couvraient principalement l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant en situation d'urgence (ANJE-U, l'utilisation du CSB++, alimentation de la femme enceinte et allaitante, etc). Les radios communautaires ont également été utilisées pour ces sensibilisations, permettant d'élargir l'impact du projet à l'ensemble de la communauté.

6. Cadre de résultats du projet CERF :

Objectif du projet	Les ménages en situation d'insécurité alimentaire affectés par le conflit, y compris les personnes déplacées internes et les communautés d'accueil, sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base			
Résultat 1	Les ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire reçoivent des transferts inconditionnels afin de satisfaire leurs besoins alimentaires de base			
Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>				
Secteur / cluster	Assistance Alimentaire – Sécurité Alimentaire			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 1.1	Cash.2a Nombre de personnes recevant des transferts monétaires inconditionnels spécifiques au secteur	15 000	15 000	Rapports d'activités du partenaire
Indicateur 1.2	Cash.2b Valeur totale des transferts monétaires inconditionnels spécifiques au secteur, distribués en USD (personnes déplacées internes)	607 500	585 963	Rapports d'activités du partenaire
Indicateur 1.3	Cash.2a Nombre de personnes recevant des transferts monétaires inconditionnels spécifiques au secteur (famille d'accueils/autres personnes vulnérables)	41 655	45 511	Rapports d'activités du partenaire
Indicateur 1.4	Cash.2b Valeur totale des transferts monétaires inconditionnels spécifiques au secteur, distribués en USD famille d'accueils/autres personnes vulnérables)	1 349 633	1 367 247	Rapports d'activités du partenaire
Indicateur 1.5	FS.3 Moyenne de l'indice des stratégies de survie réduit (rCSI)	< 5 %	47,6%	Rapport PDM Outcome septembre 2021 (56%) Rapport PDM Outcome septembre 2022 (47,6%)

Indicateur 1.6	FS.5a Pourcentage des bénéficiaires avec un Score de Consommation Alimentaire acceptable	80%	76%	Rapport PDM Outcome décembre 2021 (53% - Baseline). Rapport PDM Outcome Sept 22 : 52,2% Rapport PDM Déc. 2022 – 76%
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		Les variations du taux de change entre la phase de proposition et de mise en œuvre du projet ont permis d'atteindre d'étendre l'assistance d'atteindre davantage de bénéficiaires. Par ailleurs, les résultats du PDM de septembre 2022 ont démontré que 52% des bénéficiaires ont un score de consommation acceptable tandis que deux régions ont connues des scores faibles de 35% & 20%, respectivement. Toutefois, les résultats du PDM de décembre 2022 a montré une tendance positive de 76%. La faiblesse du score enregistrée en septembre est liée à l'insécurité accrue, qui a entraîné des déplacements de population et des contraintes d'accès dans le centre et le nord Mali. En outre, les sanctions de la CEDEAO, conjuguées aux effets de la crise ukrainienne, ont entraîné une hausse (17 à 25%) sans précédent du coût des denrées alimentaires essentielles, y compris des produits pétroliers.		
Activités	Description	Mise en œuvre par		
Activité 1.1	Fourniture d'un programme intégré d'assistance alimentaire aux hommes, femmes, garçons et filles vulnérables touchés par la crise, sur la base d'une évaluation des besoins, et veiller à l'adoption de mesures de préparation afin d'assurer une riposte rapide, efficace, efficiente et conforme à la stratégie nationale de protection sociale	GRADP, WVI		
Activité 1.2	Fournir une assistance d'urgence complémentaire avec les autres acteurs du relèvement précoce (notamment la FAO) afin de couvrir les besoins immédiats des ménages déplacés et résidents vulnérables	GRADP, WVI		
Activité 1.3	Couvrir les besoins immédiats des personnes déplacées en coordination avec les acteurs RRM et le gouvernement dans les zones affectées	PAM, GRADP, WVI		

Résultat 2	Les femmes, garçons et filles touchés par la crise reçoivent un programme intégré d'interventions nutritionnelles associant des activités de prévention sur la base d'une évaluation des besoins			
Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>				
Secteur / cluster	Nutrition			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 2.1	N.2a Nombre de personnes souffrant de malnutrition aiguë modérée inscrites à un programme d'alimentation complémentaire. (Nombre d'enfants 6-23 mois ayant reçu des suppléments nutritionnels pour la prévention de la malnutrition)	13 450	13 450	Rapports d'activités du partenaire
Indicateur 2.2	N.2a Nombre de personnes souffrant de malnutrition aiguë modérée inscrites à un programme d'alimentation complémentaire. (Nombre de femmes enceintes et	10 000	10 000	Rapports d'activités du partenaire

	allaitantes ayant reçu des suppléments nutritionnels pour la prévention de la malnutrition)			
Indicateur 2.3	FN.1b Quantité d'aide alimentaire distribuée en tonne métriques. (Supercereal plus)	161	161	Rapport dispatch PAM
Indicateur 2.4	Cash.5b Valeur totale des bons conditionnels distribués en USD. (pour la prévention de la malnutrition distribuée)	482 821	482 821	Rapports d'activités du partenaire
Indicateur 2.5	Cash.5a Nombre de personnes bénéficiant de transferts de bons conditionnels.	10 000	10 000	Rapports d'activités du partenaire

Explication du résultat et de la variation de l'indicateur

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 2.1	Fourniture des services de nutrition préventives aux enfants de 6 à 23 mois et aux femmes enceintes et allaitantes vivant au sein des ménages affectés par le conflit	GRADP, WVI
Activité 2.2	Dépistage des enfants et femmes ainsi que le référencement des cas de malnutrition vers les CSCOM	GRADP, WVI
Activité 2.3	Achat des produits pour l'appui nutritionnel	PAM

7. Programmation efficace

a. Redevabilité envers les personnes affectées (AAP)⁴ :

Dans le cadre de la redevabilité aux populations affectées, des sessions de renforcement des capacités des partenaires coopérants ont été conduites et ont permis d'améliorer les connaissances sur l'importance de la responsabilisation des communautés et des bénéficiaires (y compris les femmes, les jeunes, les personnes en situation de handicap, les personnes déplacées) en diffusant les informations sur la durée de l'assistance, le nombre de bénéficiaires, les critères de sélection des zones et des bénéficiaires mais aussi sur leurs rôles dans ce processus.

Des séries de consultations avec les communautés ont été organisées avant et après chaque étape du processus avec l'implication des partenaires coopérants, y compris ceux en charge du suivi (Third Party Monitoring-TPM). Cette approche a permis de minimiser les risques d'exclusion, notamment grâce à l'implication et l'engagement des communautés dans le choix des bénéficiaires et les prises de décisions au sein et pour leurs communautés.

Les retours d'information reçus à travers le community feedback mechanisms (CFM), les Staff et les TPM ont permis d'entreprendre des sessions de sensibilisations et d'informations sur la prise en compte et la priorisation des personnes vulnérables telles que les personnes âgées, handicapées, les femmes enceintes au niveau des sites. Les équipes du programme et les TPM ont veillé à ces aspects sur les lieux de distribution avec l'appui de l'équipe protection. Ces initiatives ont permis de minimiser les risques de protection mais aussi de promouvoir les mesures d'autoprotection au sein des communautés. Ainsi aucun incident majeur de protection n'a été rapporté au cours de la mise en œuvre du projet.

b. Mécanismes de retour d'information et de plainte d'APP :

⁴ Le AAP et le PSEA font partie intégrante des engagements de l'IASC et sont donc obligatoires pour la conformité de toutes les agences et partenaires des Nations Unies. Les agences n'ont pas nécessairement besoin de mettre en place de nouveaux mécanismes AAP et PSEA pour les projets CERF si des mécanismes fonctionnels sont déjà en place. Pour plus d'informations, veuillez référer [aux engagements de l'IASC AAP](#).

Dans le cadre de la remontée et la gestion des plaintes, un mécanisme de plainte et de feedback (CFM) a été mis en place et opérationnel à travers un numéro vert 80 00 55 67 disséminé auprès des communautés à travers la radio et des cartes de visite. Le CFM a contribué efficacement à accroître la redevabilité entre le PAM et les bénéficiaires à travers la remontée et le traitement des plaintes y compris des demandes d'information et des suggestions qui ont, pour la plupart des cas, permis d'améliorer les opérations d'assistance sur le terrain. Parallèlement au numéro vert, le PAM a mis en place un système de feedback sentinelle permettant d'appeler directement certains bénéficiaires et recueillir leurs impressions sur les opérations du PAM ciblant les populations affectées. Au niveau communautaire, les comités de plainte composés de 5 à 10 personnes ont été mis en place/redynamisés et sont directement impliqués dans la collecte, le traitement et ou la remontée des plaintes de façon confidentielle au niveau communautaire. Cela a contribué à l'engagement des communautés dans le processus de l'assistance. De juin à novembre 2022, un total de 3 707 feedbacks ont été reçus, dont 3 630 traités et clôturés et 77 toujours en cours de traitement.

c. Prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) :

Le mécanisme de plainte (CFM) doté d'un numéro vert est le principal outil permettant d'enregistrer les plaintes en lien avec l'exploitation et les abus sexuels. Classées dans la catégorie des plaintes sensibles, les abus et l'exploitation sexuelle, sont directement référés par la plateforme CFM aux points focaux PSEA du bureau pays du Mali de façon confidentielle. C'est ainsi que les points focaux déclenchent les investigations en impliquant toutes les parties nécessaires y compris les bureaux terrain au besoin. Pour des questions relatives à la sensibilité genre, le bureau a mis en place deux points focaux PSEA, un homme et une femme (pour permettre aux femmes de pouvoir s'exprimer sans crainte et de s'adresser directement à une femme). Un mécanisme de coordination PSEA du système des Nations Unies existe et est fonctionnel et le PAM en est un membre actif.

d. Focus sur les femmes, les filles et les minorités sexuelles et de genre, y compris la violence sexiste :

Les interventions du PAM s'inscrivent entièrement dans l'approche genre. Les vulnérabilités sont affinées et les actions sont menées pour enrayer les rapports de domination traditionnels entre les femmes et les hommes, fondés sur l'assignation des rôles socialement construits en fonction du sexe. L'assistance est offerte, en répondant aux critères égalitaires et équitables. Les analyses sont réalisées par modalité d'assistance pour questionner les potentielles stigmatisations par rapport aux types d'assistances offertes. De même, des efforts ont été consentis pour la participation des femmes dans les instances de prise de décision comme les comités de ciblage, les comités de plainte.

e. Personnes handicapées (PwD) :

Dans le cadre de l'inclusion sociale et de la prise en compte des personnes en situation de handicap, des séances de sensibilisation et d'information précèdent les cibrages dans les différentes zones d'intervention. Cela facilite la compréhension des communautés, des TPM et des partenaires coopérants sur la nécessité d'intégrer les personnes en situation de handicap dans tout le processus de l'assistance y compris avant, pendant et après les distributions. Sur les sites de distributions, les personnes en situation de handicap ont été priorisées afin de faciliter leur accès et réduire leur temps d'attente. Aucun incident, feedback et plainte concernant cet aspect n'a été rapporté.

f. Protection :

Le PAM participe aux cadres de coordination (Clusters régionaux et Cluster national de protection) pour le partage d'informations et d'alertes de protection via les rapports d'évaluation, l'analyse situationnelle dédiée à l'adoption de mesures d'atténuation des risques sur les bénéficiaires, y compris le respect des distances à parcourir, la durée de l'attente, la priorisation des personnes handicapées, des personnes âgées, des femmes enceintes. Une série de consultations communautaires a été organisée pour informer les communautés sur leurs droits, notamment la durée de l'assistance, les mesures de prévention des abus et de l'exploitation sexuels, et les canaux de signalement des allégations de PSEA. De même la dimension de sensibilité aux conflits est systématiquement intégrée dans tous les processus afin de minimiser le risque de conflits et promouvoir les actions qui ont une plus-value sur la cohésion sociale au sein et entre les communautés bénéficiaires.

g. Éducation :

RAS

8. Programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat

Utilisation de programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat :

Prévu	Atteint	Nombre total de personnes recevant l'assistance
Oui, le PTM est un composant	Oui, le PTM est un composant	70 ,511

Si **non**, veuillez expliquer pourquoi les transferts monétaires / les bons d'achat n'ont pas été pris en compte. Lorsque cela est possible, cet programme doit être considéré comme une option de réponse par défaut, et les transferts monétaires à objectifs multiples (MPC) doivent être utilisés dans la mesure du possible.

Si **oui**, notez brièvement comment les transferts monétaires / les bons d'achat sont utilisés, en soulignant l'utilisation des transferts monétaires à objectifs multiples (MPC), et si des liens avec les systèmes de protection sociale existants ont été explorés.

L'utilisation de la transferts monétaires à travers les coupons a permis aux bénéficiaires de couvrir leurs besoins alimentaires de base tout en stimulant les marchés et l'économie locale. Les transferts monétaires dans le cadre de la nutrition ont contribué à la prévention de la malnutrition et du recours à des mécanismes de survie négatifs dans les zones ciblées.

Paramètres de modalité PMT / de bons d'achat :

Activité spécifique (y compris le # d'activité du cadre de résultats ci-dessus)	Nombre de personnes	Valeur du cash (US\$)	Secteur / cluster	Restriction
Assistance alimentaire : Valeur totale des transferts monétaires inconditionnels spécifiques au secteur, distribués en USD	60 511	US\$ 1 953 210	Food Security - Food Assistance	Unrestricted
Nutrition : Value voucher (CBT) distribués pour la prévention de la malnutrition	10 000	US\$ 482 821	Nutrition	Restricted

9. Visibilité des activités financées par le CERF :

Titre	Lien web / source
Publication au sujet d'une PDI assistée grâce au financement CERF – 24 mai 2022	https://twitter.com/WFP_Mali/status/1529146334216847367?s=20 https://www.facebook.com/341081876323710/posts/fbfbid02S8AxaHoCYrBPRh2VwJkQo5N4Bn7hfA4pv8qB8eDZTPdVbcSopolXvJFDJ11cBl/2mibextid=cr9u03
Publication au sujet de l'assistance alimentaire et nutritionnelle - 12 juillet 2022	https://twitter.com/WFP_Mali/status/1546830505877856257?s=20 https://www.facebook.com/341081876323710/posts/fbfbid02C1XVWkchl6B4XcNrGwMQowZ4VEKsivrVHoMz3oGGebR6x3clJcE9P129krmenwN2vI/2mibextid=cr9u03
Publication au sujet d'une femme enceinte déplacée interne ayant bénéficié d'une assistance alimentaire du PAM – 11 août 2022	https://twitter.com/WFP_Mali/status/1557732090004152337?s=20 https://www.facebook.com/341081876323710/posts/fbfbid0MWWGKairG4VrISuVCBI7VfXDir1uq38E9r1M6Laz9vHNqP1vb1TI6GBBRivrgLI/2mibextid=cr9u03

Publication sur l'assistance
alimentaire et nutritionnelle du
PAM à Ménaka financée grâce au
CERF – 12 décembre 2022

https://twitter.com/WFP_Mali/status/1603766418746609665?s=20

<https://www.facebook.com/341081876323710/posts/pfbid02VfpEPugpfwjmYQKcBVLX9ZwWKwUhgYLLbyG7YHvuEtxCc2RDRqidVMLkxCPq8SI/7mibextid=cr9u03>

ANNEXE: FINANCEMENTS DU CERF TRANSFERES AUX PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE

CERF Project Code	Sector	Agency	Implementing Partner Type	Funds Transferred in USD
22-RR-WFP-044	Nutrition	WFP	NNGO	\$ 102,865
22-RR-WFP-044	Food Assistance	WFP	NNGO	\$ 9,271
22-RR-WFP-044	Nutrition	WFP	INGO	\$ 31,886
22-RR-WFP-044	Food Assistance	WFP	INGO	\$ 69,091
22-RR-WFP-044	Nutrition	WFP	NNGO	\$ 37,029
22-RR-WFP-044	Nutrition	WFP	NNGO	\$ 2,780
22-RR-WFP-044	Nutrition	WFP	GOV	\$ 10,211
22-RR-WFP-044	Food Assistance	WFP	NNGO	\$ 18,795
22-RR-WFP-044	Food Assistance	WFP	NNGO	\$ 20,026
22-RR-CEF-047	Nutrition	UNICEF	GOV	\$ 62,123
22-RR-FAO-026	Agriculture	FAO	NNGO	\$ 30,590
22-RR-FAO-026	Agriculture	FAO	NNGO	\$ 33,649
22-RR-FAO-026	Agriculture	FAO	GOV	\$ 4,847
22-RR-FAO-026	Agriculture	FAO	GOV	\$ 7,600
22-RR-FAO-026	Agriculture	Fao	GOV	\$ 3,095